



Le pilier du DSRSG, sous la direction de Mbaranga Gasarabwe, comprend les divisions suivantes:

- Stabilisation et Relèvement (S&R)
- Réforme du Secteur de la Sécurité et du désarmement, démobilisation et de réinsertion (SSR-DDR);
- Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS)
- Affaires Judiciaires et Pénitentiaires (SAJP)
- Virus de l'immunodéficience humaine- Syndrome d'immunodéficience acquise
- Affaires Électorales (DAE)

BULLETIN D'INFORMATION DU PILIER DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR LA MINUSMA

Numéro 3, Décembre 2019 – Janvier 2020

HISTOIRES EN VEDETTE

L'armée malienne reconstituée se prépare à gagner le Nord

Les FAMA reconstitués, composés d'ex-combattants du MOC (de la CMA et de la Plateforme) et des soldats de la FAMA sont arrivés le 11 janvier 2020 à Gao à destination de Kidal. 411 éléments destinés à Kidal sont actuellement dans le camp de la FAMA à Gao; 7 éléments rejoindront le convoi à Anefis (240 km de Gao); et 10 éléments sont déjà à Kidal. Ces ex-combattants du MOC feront partie d'un bataillon reconstitué de 428 hommes composé de 2/3 d'ex-combattants et de 1/3 de soldats de la FAMA.

Le retour des forces de sécurité à Kidal, une première depuis 2014, sera une affirmation du retour de l'État dans les territoires présentement entre les mains des rebelles, malgré la présence des forces Françaises et Onusiennes. Pour MINUSMA, ceci constitue une étape cruciale de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix, qui demeure un facteur clés de la fin de la crise au Mali.

Le bataillon reconstitué est chargé d'assurer la protection du gouverneur, les autorités intérimaires, la sécurité du camp du MOC et de participer à la sécurité globale de Kidal par des patrouilles conjointes avec la MINUSMA et Barkhane, et surtout il soutiendra le Processus d'intégration DDR. Le déploiement des bataillons de Gao et de Tombouctou, ainsi que de Ménaka, suivra après l'arrivée du bataillon à Kidal.

Trois radiers submersibles à Kidal : un projet de construction de longue envergure

Doté d'un budget de plus de 300 millions de francs CFA, financé par le Canada, par le biais du fonds fiduciaire, C'est le plus grand projet piloté à ce jour par la MINUSMA dans la région de Kidal. Le jeudi 12 décembre, le chef de bureau par intérim de la

MINUSMA à Kidal Djibril Ndimé a visité les chantiers de construction démarrés il y a quelques semaines dans la ville. Ces trois radiers vont désenclaver la ville de Kidal qui fait face à de graves difficultés de fluidité du trafic surtout durant la saison des pluies. Les ouvrages situés dans les quartiers Tazarghaft et Aliou avancent selon le chronogramme établi à en croire Ibrahim



Ag Mohamed, l'ingénieur responsable des chantiers.

Le responsable du programme de la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA à Kidal, a de son côté fait souligné : « On espère avoir un projet bien fait qui va aider à sécuriser la population car sur cet oued il y a souvent des incidents liés aux engins explosifs artisanaux. Nous sommes d'autant plus satisfaits que la population de Kidal accueille favorablement cet ouvrage, » a conclu Djibril Dime à l'issue de la visite.

ACTUALITÉS

Vers une loi portant statut des autorités traditionnelles dans la distribution de la justice

MINUSMA continue d'apporter son appui au processus initié par le Ministère de la justice en 2017 pour faciliter l'élaboration d'une loi déterminant le cadre régissant la revalorisation des autorités traditionnelles et des cadis en application de l'article 46 de l'Accord pour la paix. Le Ministère de la justice a organisé avec l'appui technique et financier de la SAJP et USAID (Mali Justice Project) un atelier de consolidation de l'avant-projet de loi qui permettra de faciliter l'avancement du processus législatif.

Les élections législatives enfin en mars 2020 prochain

Le 22 janvier 2020, le gouvernement malien, réuni en conseil des ministres, a convoqué le collège électoral en vue des élections législatives. Conformément au chronogramme des activités, le premier tour desdites élections se tiendra le 29 mars et le second tour le 19 avril dans les circonscriptions où aucun candidat n'aura réussi à obtenir la majorité absolue à l'issue du premier tour. Ces élections qui sont une suite logique de la Résolution No 1 du Dialogue national inclusif portant sur la nécessité d'organiser dans les meilleurs délais les élections législatives, permettront d'élire 147 députés comme ce fut le cas en 2013. Notons que l'issue de ces élections qui ont été reportées à deux reprises, s'avère cruciales car elles permettront, entre autres, d'élire les députés devant mener à terme les réformes constitutionnelles en cours tout en contribuant à renforcer la légitimité de l'Assemblée Nationale et rétablir la confiance des citoyens en leurs institutions. Il convient de relever que le mandat de la législature actuelle avait expiré depuis le 31 décembre 2018.

Le 30 janvier, le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation a accueilli la première réunion du Comité directeur sur les élections de 2020 en présence de divers membres statutaires, dont la MINUSMA, le PNUD, le Ministère de la sécurité et Défense. Les discussions ont porté, entre autres, sur les préparatifs des élections législatives de 2020, ainsi que sur la mise en place des six commissions mixtes chargées de superviser et d'assurer la bonne organisation de ces élections. En outre, la MINUSMA a exhorté le gouvernement à inclure le "Ministère de la Promotion de la Femme" comme membre statutaire du comité directeur, étant donné le rôle crucial que joue le Ministère pour assurer l'application de la loi 052 de 2015.

La CMA et la partie d'opposition Front pour la sauvegarde du Mali ont appelé le gouvernement à assurer que les régions de Taoudéni et de Ménaka dont les délimitations des frontières ont été promulguées depuis février 2018 soient pleinement impliquées

dans le processus électoral. Il est à noter que cela nécessitera la création des 6 nouvelles circonscriptions. La CMA a également appelé à prendre en compte des milliers de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays au cours de ces élections.

Lutte contre l'impunité : vecteur de la paix à Kidal

La MINUSMA a lancé une campagne de sensibilisation sur la lutte contre l'impunité comme vecteur de paix et de réconciliation en janvier 2020 à Aguelhok. Présidée par le Maire de la ville, 105 personnes, dont 51 femmes ont pris part à ces séances, incluant notabilités locales, autorités religieuses, associations des jeunes et des femmes. L'objectif principal de cette campagne est de raffermir les liens de confiance entre les populations et la justice et par là-même favoriser l'extension de l'autorité de l'État et le renforcement de l'État de droit.



Les sessions conduites de manière interactive ont permis d'améliorer les connaissances et la compréhension des participants sur les procédures judiciaires et d'engager des débats sur la problématique de la lutte contre l'impunité y compris les difficultés liées à la corruption dans le système judiciaire et la lenteur de la justice. Les participants ont déploré tant l'absence de l'autorité publique à Aguelhok y compris dans le domaine de la justice avec pour effet un surcroît d'insécurité dans leur localité et l'absence de mesures visant à revaloriser les acteurs de la justice traditionnelle en application de l'Accord de paix. Pour rappel, la SAJP appuie le Ministère de la justice dans le processus législatif en cours pour l'adoption d'une loi sur la complémentarité entre la justice traditionnelle et la justice formelle. La campagne s'est également déroulée à Tessalit et à Kidal avec un total de 420 participants y compris 40% de femmes.

ACTUALITÉS

Les jeunes de Tombouctou et de Taoudéni s'engagent pour un meilleur accès à la justice et l'État de droit

Le 23 décembre, les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERARs), avec l'appui technique de la SAJP et la DAC, ont organisé un atelier au profil de 40 personnes sur les enjeux et défis de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et de la réconciliation. Les participants ont recommandé que la compétence des autorités traditionnelles et des cadis soit davantage reconnue et que leurs décisions soient dotées de force exécutoire.



Les 6 et 7 janvier, la SAJP et la DAC ont animé un atelier de formation au bénéfice de 40 jeunes sur les

méthodes alternatives de résolutions des conflits, l'état de droit, l'accès à la justice et la complémentarité constructive entre la justice traditionnelle et la justice formelle entre autres sujets. Les participants ont exprimé un grand intérêt à être informés sur la législation en cours de développement concernant la complémentarité entre la justice formelle et justice traditionnelle. Les discussions ont permis aux participants de renforcer leur compréhension sur leurs capacités d'intervention tant en faveur de la résolution communautaire des conflits. Le 17 décembre, les agents pénitentiaires de la MAC de Tombouctou ont bénéficié d'une session de renforcement des capacités, menée par la SAJP, visant à améliorer leur gestion des mineurs en détention.

Le 20 décembre, le Conseil régional des jeunes de Tombouctou a organisé une conférence régionale visant à sensibiliser 81 jeunes dont 15 jeunes femmes en provenance des cinq cercles de la région sur la radicalisation et l'extrémisme violent. La SAJP est intervenue sur le phénomène de la radicalisation au niveau des prisons et les activités actuellement menées pour la préparation à la réinsertion socio-professionnelle. Parmi les recommandations issues de la conférence figurent le développement de programmes de création d'emploi et le relèvement communautaire des jeunes ainsi que la lutte contre l'impunité et le renforcement de l'autorité de l'État dans la région.

Célébration de la semaine du détenu à la Maison d'Arrêt et de Correction de Tombouctou et de Gao

Le 10 et 11 décembre, sous ce thème : "La réinsertion sociale des prisonniers : Facteur clé d'une société sécurisée", la SAJP a célébré la semaine du détenu dans la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Tombouctou et de Gao. À Tombouctou, la SAJP en collaboration avec la Direction régionale de l'administration pénitentiaire (DRAPES) a lancé des séances de mentorat pour les détenus et le personnel pénitentiaire sur la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans les prisons et des séances de sensibilisation pour relancer les activités visant à préparer les détenus à leur réinsertion sociale et professionnelle. À Gao, une sensibilisation sur le radicalisme et l'extrémisme violent, à laquelle ont participé 189 détenus a été menée



notamment par un pasteur évangélique, deux imams, un prisonnier, un représentant de la Division des Affaires Civiles et le coordinateur de l'ONG DEME SO. La séance de sensibilisation a montré la nécessité de poursuivre des échanges similaires avec les détenus afin de réduire leur vulnérabilité à l'extrémisme violent. Les détenus se sont dit préoccupés par l'exercice du droit à la pratique religieuse, à la santé et à l'alimentation.

Audiences tenues à Douentza

Les 3 et 5 décembre, le juge de paix de Douentza a tenu deux audiences, civile et correctionnelle, dans le ressort de sa juridiction avec l'appui technique et logistique de la SAJP. Sept dossiers ont été jugés en matière civile y compris des dossiers d'héritage, de réclamation de concession, de divorce et d'adoption ainsi que cinq dossiers en matière correctionnelle y compris de vol et de coups et blessures volontaires. La SAJP a fait le suivi de ces audiences et recommandé, notamment, de veiller à ce que les victimes de coups et blessures volontaires produisent dans leur dossier un certificat médical faisant état de la nature et de l'ampleur de ses blessures pour permettre au juge d'apprécier objectivement la gravité des faits et le quantum des dommages et intérêts à verser à la victime ; et, d'anticiper davantage les audiences afin de mettre en état les dossiers en ce compris les

ACTUALITÉS

actes de poursuites. Les difficultés de conduire des enquêtes dans le cercle de Douentza ne permettent que difficilement d'arrêter et de déférer les auteurs de crimes graves devant le tribunal. Cependant, ces audiences tenues ponctuellement par le JPCE de Douentza, avec l'appui de la MINUSMA, permettent aux populations de constater un retour progressif de la justice.

Le Ministère de la justice doté d'un nouveau système pénitentiaire informatisé

Les 28 et 29 janvier, au cours d'un atelier organisé par le Ministère de la justice avec l'appui technique et financier de la SAJP, la Section a remis à la DNAPES du Ministère de la justice, un projet pilote d'informatisation du système pénitentiaire malien développé par la section au sein de sept établissements pénitentiaires du Mali, au centre (Mopti et Bandiagara), au nord (Gao et Tombouctou) et dans le district de Bamako (MCA, Koulikoro et Bolle-femme). Ce projet repose sur l'opérationnalisation d'un logiciel de recueil informatisé des données socio-professionnelles, pénales et biométriques des détenus permettant de faciliter la traçabilité, le partage et la transmission d'informations et des statistiques entre les différentes structures pénitentiaires et judiciaires. Il contribue ainsi à une meilleure gestion et sécurité des prisons y compris la Maison centrale d'arrêt de Bamako et Koulikoro où sont détenus les personnes suspectées et condamnées pour des faits de terrorisme. Ce logiciel sera étendu à 32 autres établissements pénitentiaires inscrit dans le portefeuille du Projet « Global Focal Point » piloté conjointement par la MINUSMA et le PNUD.

Le Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali bénéficie des nouvelles contributions de l'Allemagne et du Norvège

L'Allemagne renforce officiellement sa participation au Trust Fund avec \$ 3,3 millions. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue le 2 décembre, au siège de la MINUSMA. Ces fonds permettront :

- Poursuivre la construction de pistes d'atterrissage à Kidal et Douentza et d'un camp des FAMA à Douentza.
- Construction de logements au profit des femmes officiers de police judiciaire (OPJ) et agents de police judiciaire (APJ) des brigades de gendarmerie et commissariats de police des principales villes des régions du Centre et du Nord du Mali.
- Sensibilisation contre les violences intercommunautaires au Centre du pays.

Le Norvège, le 8 décembre a annoncé une nouvelle participation de \$1,6 million. Ces fonds réservés seront utilisés pour :

- Soutenir l'Observateur indépendant de l'Accord de paix d'Alger

- Promotion des femmes, de la paix et de la sécurité
- Renforcer la mise en œuvre de l'Accord de paix.

Les contributions de la Norvège en 2016, 2017 et 2018 au Fonds d'affectation spéciale ont permis, entre autres, à la MINUSMA d'appuyer: l'installation des autorités provisoires, l'opérationnalisation de la nouvelle région de Taoudéni, le fonctionnement du Comité de sécurité technique, coordination des patrouilles mixtes, sécurité dans les bureaux du gouvernorat de Tombouctou, installation de lampadaires à énergie solaire, processus de réformes constitutionnelles et institutionnelles ainsi que travaux de l'Observateur indépendant - autant d'interventions clés à l'appui de la mise en œuvre de l'accord de paix et de la stabilité du pays.

La société civile Malienne s'engage pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme

Le 26 février 2018, le gouvernement malien a adopté la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (PNLEVT) et son plan d'action 2018-2020 élaboré en décembre de la même année avec l'appui des partenaires internationaux, en l'occurrence la MINUSMA. Cette politique s'ajoute à la loi de juillet 2008 portant la répression du terrorisme au Mali. Mohamadou Doucouré, membre de l'association démocratie 101, branche de la plateforme PEJ/RSS-DDR, a souligné ce qui suit : « en tant qu'acteur de la société civile, je pense que l'État doit mettre la jeunesse au cœur de la politique PNLEVT parce que près de 70% des combattants terroristes sont des jeunes et issus des milieux défavorables et des jeunes diplômés sans emploi ».

MINUSMA facilite l'accès d'eau à Ménaka

Le Bureau régional de la MINUSMA à Ménaka a procédé, le 03 décembre 2019, à l'inauguration de quatre projets à impact rapide. Ils portent sur la réalisation d'un système d'adduction d'eau potable et la réalisation de quatre forages dans trois communes rurales de Ménaka. Les cercles de Ménaka, Tidermene et Anderamboukane se sont vus dotés de points d'eau supplémentaire. Il s'agit précisément des villages de Tanbangout, Inedegam, Intadeyni et Tinagorof. Ces projets ont coûté environ 84 millions de francs CFA, entièrement financé par la MINUSMA. Tabangout est situé à tout juste 5 kilomètres de la Commune urbaine de Ménaka. Ces habitants étaient obligés de parcourir 10 kilomètres plusieurs fois par jour pour avoir de l'eau. Un casse-tête qui n'est plus qu'un mauvais souvenir dans ce village et les trois autres qui eux, sont très loin de la ville de Ménaka. Ces projets entrent dans le cadre des efforts de la MINUSMA pour la

ACTUALITÉS

paix et la cohésion sociale comme le lui demande le Conseil de sécurité des Nations Unies, à travers la résolution 2480 (2019).

1000 kits solaires livrés aux plus vulnérables des 8 cercles de Mopti

Le 13 décembre 2019, la MINUSMA à Mopti a officiellement remis au Conseil Régional 1000 kits solaires. Composés de lampes torches, de plusieurs ampoules, d'une radio, d'un chargeur de téléphone mobile et d'un panneau mobile, ces kits sont destinés aux communautés et ménages les plus vulnérables des huit cercles de la région de Mopti. Une contribution du Royaume du Danemark au fonds fiduciaire en appui à la paix et la sécurité au Mali, et qui s'élève à plus de 250 millions de francs CFA. « Cette initiative vise à renforcer la sécurité, l'accès et le partage d'informations aux populations vulnérables dans les huit cercles de la région de Mopti », a indiqué Brou Djekou de la section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA.

MINUSMA renforce les capacités de la société civile féminine en matière de RSS et DDR



Les 14 et 15 janvier, le Réseau National pour le Développement des Jeunes filles et Femmes du Mali (RENADJEF) avec l'appui technique et financier de la MINUSMA a organisé un atelier d'information et de

renforcement de capacité des femmes et jeunes filles issues d'organisations de la société civile (OSC) sur leurs rôles dans les processus RSS et DDR. Au nombre de 50, les femmes et jeunes filles venues de Bamako, Koulikoro, Kayes, Sikasso et Ségou ont aussi été édifiées sur l'importance de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, le Mandat 2480 (2019) de la MINUSMA la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur « Femme Paix et Sécurité ». Les participantes ont apprécié les échanges sur le rôle de veille des organisations de la société civile sur l'action publique dans la mise en œuvre du processus de RSS, et ce qu'elles peuvent entreprendre pour influencer positivement la prise de décision et les politiques publiques. Certaines participantes ont évoqué la portée de l'action civile dans les violations des droits de l'homme, la violence basée sur le genre ou les dépenses militaires. Les membres de la société civile ont pu examiner la cartographie du

Secteur de la Sécurité au Mali et appréhender la place du genre dans le processus de la RSS/DDR.

« Les jeunes, représentant une tranche importante de la population y compris des personnes vulnérables, ont participé d'une façon ou d'une autre dans les conflits au Mali à travers, l'adhésion à des groupes violents, mais ils ont subi de lourdes conséquences, notamment les femmes, » a déclaré Mme Aichatou Walet Altanata, conseillère à la Commission Nationale du DDR (CNDDR). L'atelier, a-t-elle ajouté, « aidera les jeunes femmes à devenir des acteurs réels de la paix et à trouver leurs places dans le processus RSS-DDR en particulier et dans l'Accord pour la paix en général ».

Journée mondiale de lutte contre le Sida 2019 au Mali célébré sous le thème international : « Les communautés font toute la différence »

Le 1^{er} décembre, la MINUSMA s'est joint au reste du monde pour commémorer la 31^{ème} Journée mondiale de lutte contre le Sida 2019 (JMS) sous le thème international « Les communautés font toute la différence ». Au niveau national, le slogan était « Connais ton statut pour une meilleure santé ». Présidé par le Ministre de la santé et des affaires sociales du Mali, Mr. Michel Sidibé, la JMS au niveau national a réuni plus de 300 participants dont des responsables des organisations communautaires, des jeunes, des chefs religieux, des personnes handicapées et des personnes vivant avec le VIH ainsi que des PTF.



Dans le but de poursuivre les efforts d'appui à la réponse nationale au SIDA dans le contexte de l'atteinte des objectifs 90-90-90 d'ici 2020, l'Unité VIH/SIDA en collaboration avec le Gouvernement du Mali, a mené des activités de sensibilisation sur le VIH à l'endroit de 1,338 membres de la communauté locale plus particulièrement les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) et leurs dépendants. Comme effet direct, 809 personnes ont pris connaissance de leur statut sérologique, dont 481 personnes pour la première fois.

ACTUALITÉS

La commémoration de la Journée a été marquée par un engagement plus ferme des leaders locaux pour accélérer la réponse au Sida et atteindre les objectifs 90-90-90 au Mali. Le représentant du Réseau Malien des Associations de Personnes vivant avec le VIH (RMAP+) a appelé le gouvernement à accroître la disponibilité des services de prévention et de prise en charge du VIH par une décentralisation efficace de ces services, et en particulier dans les zones de conflit. Il a également été souligné la nécessité d'intensifier le transfert des tâches ainsi que le renforcement de la participation communautaire pour une meilleure efficacité et efficacité des services.

Campagnes de sensibilisation et de dépistage à l'occasion de la Journée Mondiale du Sida

Du 9 au 12 décembre, avec le soutien de la MINUSMA et de l'Équipe conjointe des Nations Unies sur le VIH/Sida, des campagnes multidisciplinaires de conseil et de test confidentiel et volontaire ont été mises en œuvre au profit des Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) et de leurs dépendants à Bamako, Kati, Gao, Mopti et Tombouctou. Les lancements ont eu lieu à Bamako au GMS et à Kati au 1^{er} arrondissement en présence des autorités locales des différentes structures.

Ces campagnes de prévention combinée du VIH visaient à accroître la sensibilisation au VIH/SIDA et à promouvoir le dépistage du VIH en tant que point d'entrée pour les services de prévention, de soins et de soutien du VIH au sein des FDSM. Au cours de ces campagnes, des messages de sensibilisation sur les violences basées sur le genre ont été faites pour sensibiliser les gens sur le lien entre les violences sexuelles et la vulnérabilité au VIH. Des informations sur les modes de transmission et les moyens de prévention ont aussi été données.



Un grand pas dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles

Lancé officiellement le 5 décembre 2019 en présence des membres du Gouvernement, des autorités religieuses et coutumières, des activistes de la société civile, des partenaires techniques et financiers, des groupements de femmes et filles, le programme de l'initiative Spotlight est accueilli avec plein d'espoir au Mali.

Avec ses cinq (5) piliers qui interviennent entre autres sur le Cadre législatif et politique, Renforcement des institutions, Prévention et normes sociales, Fourniture de services de qualité, la Disponibilité des données et des capacités, et le Renforcement du mouvement féminin, le programme se veut exhaustif pour agir



sur tous les pesanteurs pouvant aider à éliminer les violences faites aux femmes et aux filles.

Pour une durée de 5 ans, les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako seront ciblées par le programme. En plus des départements ministériels compétents, les Agences des Nations Unies concernées (PNUD, UNHCR, UNFPA, UNICEF et ONUFEMMES) travaillent aussi avec les organisations non gouvernementales pour une plus grande appropriation. Nous avons espoir que ce programme sera le grand pas qui nous permettra, tous ensemble, de faire le bon de géant pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles au Mali.

Nombre des ex-combattants engagés dans le programme de réhabilitation communautaire à Soufouroulaye à Mopti

Alliance pour le Salut de Sahel, ASS, Ganda Izo	226
SENO	45
Groupes d'auto-défense, GAD	30
Groupe de Sekou Boly (Mouvement pour le Salut de Sahel- MSA/Coordination Salut d'Azawad-CSA	30
Da Nan Ambassagou, DNA	01
TOTAL	352

Projets mises en œuvre dans l'objectif de renforcer les capacités, les conditions de travail et le fonctionnement de l'Inspection Générale des Armées et Services (IGAS) et du 34ème Bataillon du Génie militaire

- Rénovation et l'équipement en matériels informatiques, bureautiques et mobiliers pour 16 bureaux de l'IGAS
- Construction d'un bureau des archives l'exploitation des archives, de la documentation administrative de l'inspection générale.
- Fourniture et l'installation du matériel nécessaire à l'archivage physique correspondant à la mise en place des travées d'une part et la fourniture, l'installation et le développement de la solution électronique, comportant un scanner, un serveur et un ordinateur servant de poste d'archivage.
- Formation de 15 inspecteurs en contrôle interne des services de défense et de sécurité, en audit interne et reporting, enfin la formation de 5 archivistes en archivage électronique et physique.
- Construction d'un centre social pour les femmes militaires et les épouses des militaires réunies dans l'Association des femmes de camp

Échos

- Brigade d'investigation spécialisée (BIS) du PJS bénéficie d'une formation sur un équipement de collecte de données biométriques. « Seek Avenger », acquis par la SAJP est un collecteur de données biométriques de haute technologie qui est essentiel pour l'analyse criminelle en matière de terrorisme et de criminalité transnationale organisée.
- SAJP en étroite collaboration avec UNPOL et la Force, a appuyé avec succès la BIS dans la réalisation d'une exhumation. Cette mission rentre dans le cadre de l'enquête menée par la BIS sur l'attaque complexe contre TOGOBATT du 11 mai 2019.
- Les responsables chargées de la sécurité du Centre de détention de Kidal sont sensibilisées sur les droits fondamentaux des détenus et les normes et standards internationaux en matière de détention.
- Le 12 décembre, 34 détenus se sont échappés du centre de détention de Kidal. Le "centre de détention" de Kidal est administré par la CMA et n'est donc pas un centre de détention officiel administré par les autorités maliennes.
- Par ailleurs, le 10 janvier, un détenu de la Maison d'arrêt et de correction (MAC) de Mopti s'est évadé dans des conditions encore inexpliquée. Le Tribunal de Grande Instance de Mopti a ouvert une enquête. Au regard des circonstances, le détenu a vraisemblablement bénéficié d'une complicité. Cette situation confirme la nécessité d'installer un système de vidéosurveillance, un projet conçu et financé par la SAJP et en voie de finalisation.
- Le 2 janvier, la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Niono, région de Ségou a fait l'objet d'une attaque. Les surveillants de la MAC ont réussi à contrer l'attaque et ont abattu l'un des assaillants. Le nombre des agents pénitentiaires déployés à la prison de Niono : 7 agents; effectif des détenus : 34 individus.
- Report du procès d'assises « Amadou Haya Sanogo et autres » pour « des contraintes majeures liées à la préservation de l'ordre public et de la cohésion au sein des forces armées mobilisées » selon le communiqué du Procureur de la Cour d'Appel de Bamako.
- La CMA et Plateforme ont conjointement signé un accord, le 12 janvier, intitulé « Arrangements sécuritaires dans la région de Ménaka », lequel prévoit la mise en place de 16 mesures destinées à contrer la « dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Ménaka ». Ces mesures sont à dénoncer vu qu'elles entravent le pouvoir judiciaire. La MINUSMA n'appuie pas la substitution de la justice formelle par la justice traditionnelle dans les matières criminelles.
- Le 27 décembre, la Cour d'assises de Mopti a clôturé sa seconde session pour l'année 2018-19. Le Procureur général près la Cour d'appel de Mopti s'est dit satisfait des travaux ayant concerné 31 dossiers mettant en cause 91 accusés.
- Projet de « Gouvernance de la Sécurité au Nord et au Centre du Mali » se poursuit
- Le 16 janvier 2020, l'ambassadrice de la Suède, D. Janse, accompagnée de la Directrice de Division de Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA, L. Benhayoune s'est rendue à Tombouctou pour le suivi du projet « Gouvernance de la Sécurité au Nord et au Centre du Mali » financé par la Suède à travers le Fonds Fiduciaire de la MINUSMA à hauteur de 31 Millions CFA. Le projet a pour objectif de réduire les conflits inter et intracommunautaires et restaurer la confiance entre les communautés et les Forces de Sécurité dans ces zones.
- En Janvier 2020, la région de Taoudéni a bénéficié d'un nouveau système d'adduction d'eau potable et de culture maraîchère à travers un de réduction de violence communautaire (CVR) d'une valeur de 37 Millions CFA. Le village d'Abaradjou à Tombouctou s'est procuré un mini complexe sportif. Ces CVR ont pu renforcer la cohésion sociale.
- L'Unité VIH/SIDA a appuyé sur le plan technique et financier des campagnes de sensibilisation et de dépistage volontaire à Bamako, Kati, Gao, Mopti et Tombouctou. Des activités ciblées ont été menées pour les membres de la communauté locale plus particulièrement les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes et leurs dépendants.
- La principale activité au sein de la Mission était dénommée « Marchons ensemble vers les 3x90 ». Un total de 1,423 staff de la MINUSMA (Militaires, Police, civils et contractants) et les agences des Nations Unies ont pris part à ces activités et 724 membres du personnel se sont fait dépister volontairement pour connaître leur statut sérologique.
- L'Unité VIH/SIDA n'est pas présente à Mopti, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Tessalit.
- SSR-DDR/Gao a remis aux femmes locales du village de Gorom Gorom un potager et un système d'irrigation et de contrôle de l'eau de plus de 21 hectares de terres agricoles à Kochakareye. Les 2 projets de réduction de violence d'une valeur de 60 millions CFA ont pu bénéficier plus de 3000 personnes.
- Le Comité de révision local a approuvé 9 propositions de projets CVR à Mopti, ciblant près de 2815 bénéficiaires.

De quoi s'agit-il ?

Le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Fund / PBF) a été désigné par le Secrétaire général pour répondre aux besoins immédiats dans les pays sortant d'un (ou en situation de) conflit. Le PBF est opérationnel depuis 2007. De 2014 à nos jours le PBF a financé 25 projets au Mali dont 4 projets transfrontaliers et 7 sur la promotion des jeunes et des femmes. Le budget total approuvé pour ces projets s'élève à \$ 47,500,000. Les activités de ces projets sont mises en œuvre dans la quasi-totalité des régions du Mali avec un focus à Gao, Tombouctou, Kidal, Taoudéni, Ménaka, Mopti, Ségou, Koulikoro, Kayes, Sikasso & Bamako (pour les activités de plaidoyer politique). PBF met un accent particulier sur l'implication des jeunes et des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, en application des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'appropriation nationale est fondamentale pour le PBF. A ce titre, un comité de pilotage assure la gouvernance du programme et l'orientation stratégique des projets. Au Mali le Comité de pilotage est composé du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (représentant le gouvernement) de la Coordonnatrice Résidente (représentant les Nations Unies), de l'Ambassadeur du Canada (représentant les bailleurs) et du président du Forum des Organisations de la société civile (représentant la société civile).

Pour la période 2020-2024, les axes prioritaires d'intervention sont :

- Gouvernance inclusive
- Justice et lutte contre l'impunité
- Prévention et résolution des conflits au Sud
- Appui institutionnel

3 choses à savoir sur le PBF:

- Rôle clé dans la promotion de programmes conjoints (UNCT / MINUSMA) et dans le rapprochement des flux de travail pour le développement, la paix et la sécurité au Mali. Le PBF a financé plus que 9 agences des Nations Unies (PNUD, ONUDI, UNICEF, OIM, HCR, UNOPS, UNWomen, UNESCO, UNFPA) et plusieurs organisations de la société civile telles que : ACORD, INTERPEACE, MERCY CORPS, Search For Common Ground).
- Focus particulier sur les catégories marginalisées des jeunes et les femmes qui soutiennent les résolutions R1325 et R2250. PBF est un outil important pour promouvoir les femmes et l'autonomisation des jeunes et leur implication dans le processus de paix
- Met l'accent sur la dimension transfrontalière (Mali, Niger, Burkina Faso, Espace Liptako Gourma)

L'initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles d'ici 2030. Spotlight est le plus vaste effort ciblé au monde visant à mettre un terme à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Lancés avec un financement initial de 500 millions d'euros de l'Union européenne, l'initiative Spotlight représente un effort mondial sans précédent visant à investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, condition préalable et moteur de la réalisation des objectifs de développement durable. L'Initiative Spotlight s'appuiera sur les complémentarités des différents acteurs impliqués afin de mettre en place des solutions durables à travers cinq agences des Nations Unies : HCR, ONU Femmes, PNUD, UNFPA, et UNICEF.

Les programmes se concentrent sur six piliers :



Pour plus d'infos: www.spotlightinitiative.org

Pour rester impliqué...

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

L'ancienne Route de l'Aéroport entre le rondpoint de l'ONAP sur la RN7 et le Blvd CEDEAO, Bamako, MALI

Bureau de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général de l'ONU pour la MINUSMA,
Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies et Coordonnatrice Humanitaire au Mali (DSRSG/RC/HC)

MINUSMA-HQ | B614, Room 03, Bamako, Mali

Mobile: +223 94951661

Courriel: khelifii@un.org

Web: www.minusma.unmissions.org - <https://mali.un.org> **Twitter:** [@MbarangaUN](https://twitter.com/MbarangaUN)